

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/19/Add.1/Rev.1

26 novembre 1996

(96-4999)

## Comité des subventions et des mesures compensatoires

### RAPPORTS SEMESTRIELS PRESENTES AU TITRE DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD

#### Révision

1. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de droits compensateurs pendant la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996:

Botswana	Norvège
Chili	Ouganda
Colombie	Pakistan
Corée	Paraguay
Cuba	Pérou <sup>1</sup>
Egypte	Philippines
Emirats arabes unis	République dominicaine
Honduras	République slovaque
Hong Kong	République tchèque
Hongrie	Roumanie
Inde	Sénégal
Indonésie	Singapour
Islande	Sri Lanka
Israël	Suisse
Japon	Thaïlande
Koweït	Tunisie
Liechtenstein	Turquie
Malaisie	Uruguay
Malte	Venezuela
Maroc	Zambie

2. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions prises par eux en matière de droits compensateurs pendant la période susvisée: Australie, Brésil, Canada, Communauté européenne, Mexique et Nouvelle-Zélande. Ces rapports ont été distribués sous la forme d'une série de documents portant la cote G/SCM/N/19/... .

3. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Afrique du Sud, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, El Salvador, Equateur, Etats-Unis, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Rép. de, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Iles Salomon, Jamaïque, Kenya, Lesotho, Macao, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pologne, Qatar, République centrafricaine, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Slovénie, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Togo, Trinité-et-Tobago et Zimbabwe.

---

<sup>1</sup>Ce Membre a en outre indiqué qu'il n'appliquait aucune mesure compensatoire à la date du 30 juin 1996.